

capital immatériel

>ÉVALUATION
>PROTECTION
>VALORISATION

Editorial

Par Loraine Moiroud

Chef de projet - Goodwill-management



Sommaire

Édito 1

Gestion durable des déchets et création de valeur

Capital naturel 2-3

Valoriser le capital naturel pour mieux le préserver

Reporting 4-5

Pensée intégrée : comment l'extra-financier se combine au financier

Nom de domaine 6

Comment comptabiliser et valoriser les noms de domaine ?

Innovation 7

L'innovation au service du capital immatériel dans le secteur de la peinture

Capital humain 8

Les enjeux du congé parental en entreprise

Gestion durable des déchets et création de valeur

Du 16 au 24 novembre 2019 a lieu la Semaine Européenne de Réduction des Déchets. Selon l'ADEME, le coût de la facture de la gestion externe des déchets représente moins de 7 % du coût complet des déchets. Avec sa méthodologie [Thésaurus Waste Management](#), Goodwill-management vous aide à piloter la gestion des déchets par la création de valeur.

Les déchets, un enjeu crucial

Si la production des déchets municipaux est relativement stable depuis une dizaine d'années, la production de déchets des activités économiques (hors BTP) est en légère augmentation sur cette même période.

Cette multiplication des déchets s'accompagne d'externalités négatives sur la santé, l'environnement et l'économie.

De plus, les politiques environnementales se veulent de plus en plus incitatives en matière de prévention et de valorisation. En témoigne l'augmentation de la TGAP*, prévue par la loi de finances 2019, qui traduit une volonté de rendre le recyclage compétitif par rapport à l'élimination, visant ainsi à mieux prendre en compte les externalités négatives de ce mode de traitement.

Un potentiel de création de valeur pour l'entreprise

Pourtant, chaque déchet devrait être perçu comme une opportunité de création de valeur sur l'ensemble de son cycle de vie. La pression actuelle sur les ressources en matières premières et en énergie, ainsi que l'impact environnemental et sanitaire de la gestion des déchets est trop élevée. Nos sociétés doivent progressivement se détourner de l'approche « end of pipe », qui consiste à agir de manière réparatrice en traitant la pollution en fin de processus.

Pour combler les limites de cette approche, il convient plutôt d'intégrer la gestion des déchets dès l'amont (la conception du produit) et jusqu'à l'aval (le traitement du déchet proprement dit). Le présent article présente les impacts de la mise en place de solutions de gestion durable des déchets en matière de création de valeur pour les différents acteurs.

La création de valeur pour l'entreprise

En pilotant la gestion des déchets par la création de valeur, l'entreprise réduit ses coûts de production. En intervenant dès la conception du produit et en réduisant les pertes tout au long de la chaîne de fabrication, une entreprise peut avoir un impact sur la réduction de ses approvisionnements en matières premières, mais également les coûts en énergie et les coûts du système (main d'oeuvre et amortissements). Les moyens consacrés en interne seront également réduits par voie de conséquence.

Elle réduit enfin potentiellement le coût de la gestion des déchets. Les coûts de collecte et de traitement sont en général facilement identifiés par les entreprises comme des postes de création de valeur potentiels.

Enfin, l'entreprise crée un avantage concurrentiel. De plus en plus de consommateurs préfèrent acheter des biens et des services auprès d'entreprises qui s'engagent pour le respect de l'environnement. Le projet de loi anti-gaspillage pour une économie circulaire va dans le sens d'une amélioration de l'information du consommateur avec l'affichage d'indice de réparabilité pour certains équipements électriques et électroniques.

Une création de valeur pour le territoire

La production de déchets est l'aboutissement du cycle qui trouve son origine dans l'extraction de matières. En 2013, la consommation totale de matières en France s'élevait à 977 millions de tonnes, composées à 68% de matières non renouvelables. En faisant le choix d'un approvisionnement durable en matières premières pour la conception de ses produits, chaque entreprise peut ainsi contribuer à la préservation du capital naturel de son territoire.

Gérer durablement ses déchets permet de limiter la pollution de l'environnement et par conséquent les dépenses pour sa protection. Enfin les activités de gestion des déchets génèrent des emplois locaux et non-délocalisables sur le territoire.

Dans le futur, l'économie circulaire deviendra la norme, transformant les déchets d'aujourd'hui en ressources de demain.

Valoriser le capital naturel pour mieux le préserver

Notre société surexploite les ressources naturelles. Elles sont pourtant indispensables à la vie humaine. La mesure et la valorisation du capital naturel peuvent être des solutions pour mieux prendre en compte les écosystèmes naturels dans les activités humaines et les préserver pour les générations futures.

Qu'est-ce que le capital naturel ?

Le capital naturel se compose de l'ensemble des écosystèmes présents sur un territoire. Il produit des services écosystémiques qui sont les bénéfices que les sociétés humaines retirent des écosystèmes.

En 2000, l'ONU a commandité un rapport « *The Millennium Ecosystems Assessment* » qui a défini et réparti les services écosystémiques en 4 catégories.

1. Les services d'approvisionnement

Ce sont les productions utilisables directement par les populations humaines. Elles peuvent être alimentaires, en matières premières (bois, minéraux). L'eau en fait aussi partie ainsi que les ressources médicinales.

2. Les services de régulation

Ce sont des services qui sont invisibles mais nécessaires à la vie des populations humaines. En font partie : la régulation du climat, le stockage de carbone, le traitement des eaux usées, la pollinisation, ou encore la régulation de l'érosion des sols.

3. Les services socio-culturels

Les espaces naturels offrent aux sociétés humaines des services plus ou moins tangibles comme des loisirs, du tourisme, un apport esthétique qui contribuent au bien-être des populations et qui

se retrouvent aussi dans l'art, les sciences et la spiritualité.

4. Les services de soutien

La nature entretient elle-même les services qu'elle apporte notamment via le maintien de la diversité génétique des espèces et les divers habitats qu'elle fournit à la biodiversité.

Pourquoi mesurer le capital naturel ?

Le capital naturel est composé d'écosystèmes complexes qu'il est difficile ou impossible à recréer par l'activité humaine. Sa destruction est donc souvent irréversible.

De plus, le capital naturel n'est pas substituable par une autre forme de capital sur le long terme. Par exemple une table (capital manufacturé) peut être créée à partir de bois (capital naturel). Les matières premières fournies par les écosystèmes naturels sont donc nécessaires à la création de capital manufacturé, cependant la réciproque est fausse. Il est impossible de recréer du bois à partir d'une table.

Il est donc nécessaire d'exploiter le capital naturel de sorte qu'il puisse se reconstituer pour les générations futures.

Cependant comme la nature offre des biens et services gratuitement,

ces ressources ont tendance à être surexploitées ou détruites sans évaluation des pertes.

La mesure de certains paramètres dans des écosystèmes naturels est déjà réalisée depuis de nombreuses années notamment pour les services écosystémiques ayant un prix de vente (principalement des services d'approvisionnement). Par exemple, pour protéger les ressources halieutiques, des quotas de pêche ont été instaurés. Aujourd'hui, chaque année les pays de l'Union Européenne définissent des TAC (Total Autorisé de Capture) par espèce dans le but d'éviter leur surexploitation.

Cette pratique permet de renouveler cette ressource pour les années et générations suivantes. Cependant cette évaluation est partielle et ne prend pas en compte l'ensemble de ce que l'espace maritime offre en matière de services écosystémiques aux populations humaines.

La mesure de la totalité des services écosystémiques sur un territoire est pourtant une donnée essentielle pour refléter ce qu'apporte le milieu naturel aux sociétés humaines, pour observer son évolution et mieux le protéger.

Dans l'exemple des espaces maritimes, la prise en compte des autres services écosystémiques rendus pourraient aboutir à une réduction de la destruction des fonds marins qui sont essentiels à la régulation du climat via l'absorption du CO₂ atmosphérique.

La valorisation économique des services écosystémiques comme mesure du capital naturel

Les indicateurs pour mesurer les divers services écosystémiques fournis par les milieux naturels comme la quantité de ressources, le stockage de CO₂ ou encore la diversité des espèces d'un milieu, sont très variés.

“
LE CAPITAL NATUREL EST COMPOSÉ D'ÉCOSYSTÈMES COMPLEXES QU'IL EST DIFFICILE OU IMPOSSIBLE À RECRÉER PAR L'ACTIVITÉ HUMAINE. SA DESTRUCTION EST DONC SOUVENT IRRÉVERSIBLE.

Homogénéiser ces indicateurs en leur donnant une valeur monétaire permet de donner une valeur totale à un écosystème naturel. La valeur totale de l'écosystème étudié sera la somme des valeurs de ses services écosystémiques.

La monétarisation d'un service écosystémique est établie par différentes méthodes selon sa catégorie (liste non exhaustive) :

| Méthodes | Type de biens ou services | Question posée |
|---------------------------------|---|---|
| Prix du marché | Services d'approvisionnement (Biens marchands : poisson, bois...) | Quel est le prix de marché de ce bien offert par le milieu naturel ? |
| Coût de remplacement | Services rendus qui pourraient être remplacé par une activité humaine (filtration de l'eau, pollinisation) | Quel serait le coût du service rendu s'il n'était pas offert par le milieu naturel ? |
| Préférences révélées | Services culturels (promenade, site esthétique...) | Quelle est la différence de prix sur le marché du logement pour accéder aux services rendus par le milieu naturel ? |
| Préférences déclarées | Services culturels (promenade, site esthétique...) | Combien serait-on prêt à payer pour garder ce bien ou service fourni gratuitement par le milieu naturel ? |
| Utilisation de valeur tutélaire | Services de régulation : Séquestration du carbone par les milieux naturels | Quel est le prix de ce service selon la valeur donnée par les services publics ? |

Cette valeur peut ensuite être intégrée dans des mesures d'impacts de projets ou encore dans la mesure de la richesse des territoires.

Pour l'évaluation de projets lors de la destruction d'écosystèmes naturels, l'intérêt est double :

- Prendre en compte l'impact du projet sur les écosystèmes naturels et privilégier l'option la moins coûteuse en termes de destruction de services écosystémiques
- Pouvoir compenser la destruction de capital naturel en investissant la valeur détruite dans des projets écologiques.

Pour la mesure de la richesse des territoires, les intérêts de la valorisation monétaire des services écosystémiques sont :

- Créer d'autres indicateurs de mesure de la richesse qui prennent en compte l'environnement et qui se détachent d'une vision centrée uniquement sur la mesure du revenu national.
- Pouvoir visualiser l'évolution globale du capital naturel à différentes échelles pour mieux le protéger.

Les limites de la valorisation des services écosystémiques :

La décomposition du capital naturel en services écosystémiques est une vision anthropocentrique de la nature qui est vue uniquement par le prisme des bénéfices gratuits qu'elle offre aux sociétés humaines. C'est donc une vision réductrice des valeurs réelles des écosystèmes.

La valorisation monétaire ne permet pas non plus de stopper directement la destruction des écosystèmes mais seulement d'influencer des prises de décision sur des projets et de compenser la perte nette de biodiversité des écosystèmes. La compensation écologique peut elle aussi être critiquée car comme vu précédemment les écosystèmes étant complexes, il est difficile de les recréer à l'identique.

La monétarisation des services écosystémiques n'est pas la solution miracle pour préserver totalement l'environnement des activités humaines mais c'est un outil qui permet de prendre en compte le capital naturel qui est actuellement ignoré par l'ensemble des acteurs économiques.

— Tiphaine Sargentini

LA NOUVELLE VERSION DE THÉSAURUS CAPITAL IMMATÉRIEL

En 2019, l'Institut de Comptabilité de l'Immatériel publie une nouvelle version de la méthode Thésaurus Bercy qui se nomme désormais : Thésaurus Capital Immatériel 2019 et qui présente par rapport aux versions précédentes les avancées suivantes :

- Unification des deux volets antérieurs en un seul document et harmonisation de l'ensemble ;
- Prise en compte de tous les enseignements collectés lors des 200 évaluations d'entreprises réalisées depuis la précédente publication ;
- Ajout d'actifs ou d'éléments d'actifs manquants tels que les noms de domaines internet ou les bases de données ;
- Présentation d'étaillonnages sectoriels d'indicateurs ;
- Consolidation du positionnement de Thésaurus Capital Immatériel 2019 comme un trait d'union entre la comptabilité, le calcul de la valeur des entreprises et le management par la valeur.

Rendez-vous sur le site de l'ICI pour télécharger la nouvelle version de Thésaurus-Capital-Immatériel.

Pensée intégrée : comment l'extra-financier se combine au financier ?

Alors que la pensée intégrée incite les entreprises à ne pas dissocier la performance extra-financière de la performance financière, le lien entre ces deux dimensions reste difficile à quantifier. Il existe cependant des méthodes permettant de montrer et de mesurer financièrement la façon dont la performance immatérielle alimente la performance matérielle.

Comment le capital immatériel répond-il au principal défi de la pensée intégrée : combiner la création de valeur financière et extra-financière ?

La pensée dite « intégrée » permet de mettre en avant la création de valeur extra-financière de l'entreprise sans oublier pour autant ses enjeux stratégiques.

Elle a été formalisée par l'International Integrated Reporting Council (IIRC) qui souhaite responsabiliser les entreprises et changer la façon dont elles conçoivent et expriment leur création de valeur. La pensée intégrée permet de ne pas dissocier la performance extra-financière de la performance financière mais le lien entre ces deux dimensions reste difficile à quantifier.

En effet, pour une stratégie RSE les coûts de mise en place sont bien visibles tandis que les gains financiers sont difficilement mesurables : comment traduire en euros le fait d'avoir des collaborateurs motivés ? Comment l'établissement d'un système de gouvernance responsable se traduit en impact financier pour l'entreprise ? De façon plus générale, la création de valeur au sens large peut-elle se traduire en création de valeur financière ?

La notion de capital immatériel, qui est au cœur de la pensée intégrée, est intéressante pour répondre à ces interrogations. En effet, le capital immatériel d'une entreprise fait référence à des facteurs clés de la performance et de la compétitivité de l'entreprise comme la fidélité de ses clients, sa capacité à attirer des talents et à innover. Ces facteurs clés de succès ne sont pas inscrits à son bilan

comptable. Ils participent pourtant à sa valeur. Il existe une dizaine de capitaux immatériels (humain, fournisseur, système d'information, marque, clients, environnement, savoir, organisation, actionnaires, sociétal) qui constituent des actifs de l'entreprise (« ce que l'entreprise a ») et qui sont impactés par sa stratégie globale, dont la démarche RSE (« ce que l'entreprise fait »). Or, il est possible d'évaluer de manière objective et de valoriser financièrement ces capitaux, ce qui nous permet de clarifier les liens entre l'extra-financier et le financier.

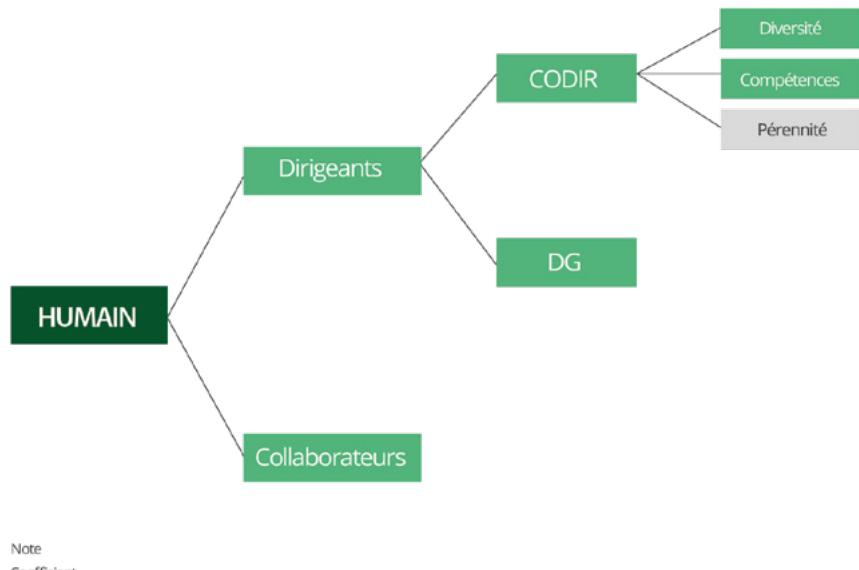
Comment valoriser une entreprise à l'aide du capital immatériel ?

L'évaluation du capital immatériel permet de faire une radiographie complète de l'entreprise.

En effet, à chaque actif immatériel correspond une arborescence de critères et d'indicateurs objectifs qui sont étalonnés pour fournir une note.

Par exemple, l'actif humain peut se décomposer en deux premières branches : les collaborateurs et les dirigeants, qui ne vont pas être évalués de la même façon. Ensuite, la branche des dirigeants est divisée en deux branches : le CoDir et le PDG. Puis la branche du CoDir est évaluée selon trois critères (la diversité, les compétences et la pérennité) auxquelles correspondent un ou plusieurs indicateurs (taux de féminisation, taux d'internationalisation, ancienneté moyenne au poste, âge moyen, etc.) qui sont étalonnés pour fournir des notes suivant leur valeur.

Ainsi, cette évaluation extra-financière du capital immatériel permet de juger de façon objective la solidité de l'entreprise pour chacun des capitaux et par conséquent, sa capacité à générer de la valeur dans le futur. Or, c'est précisément ce qui est évalué lors de la valorisation financière d'une entreprise. Autrement dit, l'évaluation extra-financière du capital immatériel



d'une entreprise, sert de base pour la valoriser financièrement grâce à une évaluation de toutes ses ressources qu'elles soient visibles ou invisibles. Notons que la pensée intégrée s'intéresse non seulement aux capitaux immatériels d'une entreprise mais également au processus de création de valeur, visant à développer et à transformer ces capitaux. Mais alors comment mesurer l'impact financier d'un processus de création de valeur ? Est-ce possible ?

Comment valoriser l'impact d'une action RSE ?

Alors que l'évaluation extra-financière du capital immatériel d'une entreprise permet une valorisation financière de ses actifs (« ce que l'entreprise a »), l'évaluation des bénéfices cachés permet quant à elle de mesurer l'impact financier des actions menées par l'entreprise pour les développer (« ce que l'entreprise fait »). Cette méthode permet d'évaluer en euros quatre types d'impacts des démarches RSE :

- La réduction des coûts ;
- L'augmentation du chiffre d'affaires ;
- La diminution des risques ;
- L'amélioration de la productivité.

L'évaluation des bénéfices cachés permet donc de mesurer un retour sur investissement (ROI) des démarches RSE mises en place par l'entreprise. Par exemple, nous avons démontré, pour une société de services en informatique, que la mise en place d'une démarche RSE centrée sur le bien-être au travail permettait de réduire le turnover, réduisant par conséquent le budget des ressources humaines dédié au recrutement de 144 000 € par an. Cette méthode met également en avant le fait qu'une politique visant à améliorer la qualité de vie au travail des collaborateurs engendre une réduction des coûts qui peuvent être liés à une diminution des arrêts de travail ou à l'augmentation de la productivité. Grâce à ce chiffrage du ROI des démarches RSE, il est également possible de mesurer l'impact d'une action directement dans le compte de résultat d'une entreprise : pour une action RSE et un investissement donné l'impact de cette action peut être directement répercute dans les soldes intermédiaires de gestion de l'entreprise. Cela se fait notamment grâce à la compilation et l'analyse de plusieurs centaines d'études de ROI d'actions RSE.

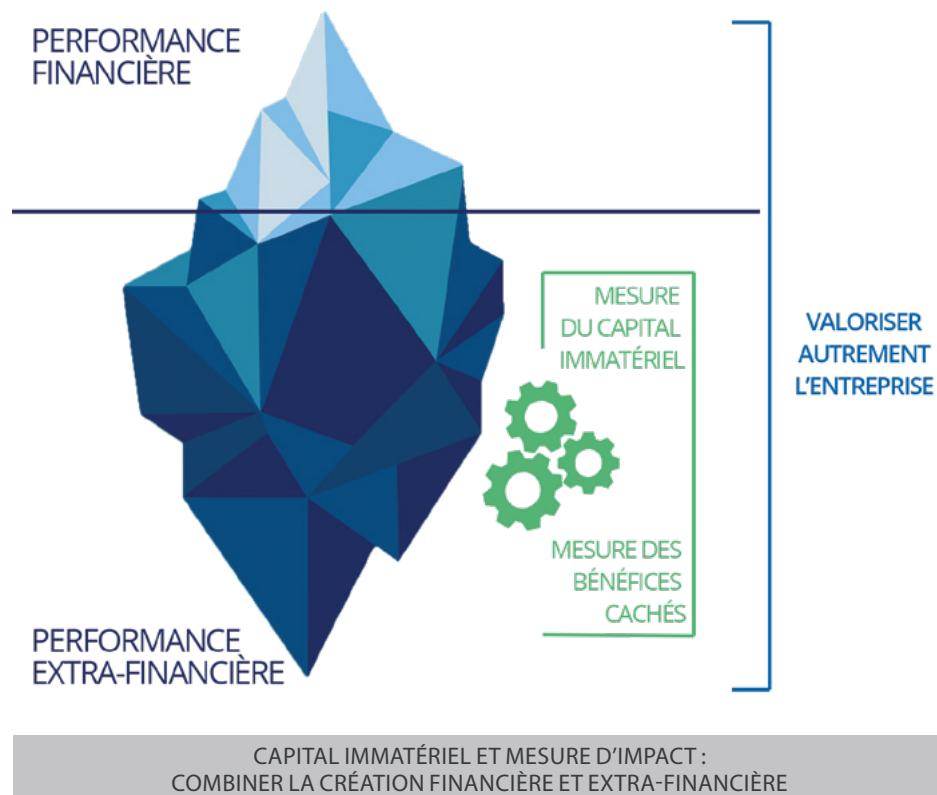
Capital Immatériel et mesure d'impact : 2 outils de la pensée intégrée

En conclusion, l'extra-financier, lorsqu'il réfère au capital immatériel d'une entreprise, donne une vision plus exhaustive, plus solide et plus juste de celle-ci et par conséquent il permet une valorisation financière plus exacte. En effet, grâce à l'évaluation extra-financière, il est possible d'identifier des forces et des faiblesses de l'entreprise, qui ne sont pas visibles à la lecture du bilan comptable. Par exemple, un établissement, qui présente par ailleurs de très bons résultats financiers (très bonne rentabilité, forte croissance du CA, etc.), peut être confronté à des problèmes sociaux et d'organisation qui dégradent son capital humain. L'extra-financier vient donc donner une vision plus juste de l'entreprise, qu'il est possible d'utiliser pour la valoriser financièrement.

De plus, l'extra-financier, lorsqu'il fait référence aux actions (par exemple de RSE) menées par l'entreprise, peut être lié à du financier via la mesure des impacts de ces actions. Généralement, il est facile d'identifier les coûts des actions RSE (budget d'aménagement des postes de travail, souscription à un service de conciergerie, etc.) mais il est plus difficile de mesurer leur retour sur investissement. La méthode d'évaluation des bénéfices cachés rend possible la mesure l'impact d'actions RSE.

Ces méthodes s'accordent donc parfaitement avec la pensée intégrée puisqu'elles montrent que la performance immatérielle alimente la performance matérielle et qu'elles identifient et quantifient ce lien stratégique entre l'extra-financier et le financier.

— Léa Mansour



Comment comptabiliser et valoriser les noms de domaine ?

Cet article est proposé par Jean-Manuel Gaget, Directeur Stratégie et Consulting chez Nameshield, administrateur et membre fondateur de l’Institut de Comptabilité de l’Immatériel. Ce sujet des noms de domaine a été traité à l’occasion d’une conférence organisée le 25 juin 2019 par l’Institut de Comptabilité de l’Immatériel.

Le nom de domaine est un actif immatériel intégral©

Le nom de domaine a cette particularité unique d’être un actif immatériel à quatre dimensions.

Il est à la fois et en même temps :

1. Un objet informatique permettant d'accéder à des services sur Internet en faisant le lien entre l'adresse IP (constituée d'une suite de chiffres) d'un objet physique (ordinateur, serveur, smartphone...) et un nom littéral (rôle du Domain Name Server ou DNS) ;
2. Un outil de communication permettant d'assoir son identité sur internet et conquérir un territoire digital ;
3. Un élément juridique par un contrat d'usage temporaire avec un Registre internet ;
4. Un actif financier, comptabilisable en tant qu'actif incorporel dans certaines conditions.

Devenu aujourd’hui un élément clé indispensable à tout échange de flux de données dématérialisé, le nom de domaine est devenu au fil du temps un actif immatériel stratégique de grande valeur au regard des services associés

(messagerie, accès à des sites web ou à des serveurs de données...).

Principes de comptabilisation applicables aux noms de domaine

Le nom de domaine n'est pas à considérer comme un simple outil technique, mais bien comme un actif incorporel à inscrire au bilan des entreprises et collectivités, s'il permet de générer une source de profit pérenne. Dans une décision du Conseil d'Etat du 7 décembre 2016 (affaire ebay.fr), les sages du Palais-Royal rappellent ainsi que si l'usage d'un nom de domaine :

- Constitue une source régulière de profits ;
- Est doté d'une pérennité suffisante (notamment s'il peut être renouvelé régulièrement) ;
- Est susceptible de faire l'objet d'une cession ;

alors, il constitue un actif incorporel de l'entreprise et doit suivre les règles comptables et fiscales associées. À ce titre, les noms de domaine doivent être comptabilisés soit à leur coût de création, soit à leur valeur d'acquisition, soit à leur valeur vénale (valeur de marché) pour ceux acquis à titre gratuit.

“ LE NOM DE DOMAINE N'EST PAS À CONSIDÉRER COMME UN SIMPLE OUTIL TECHNIQUE, MAIS BIEN COMME UN ACTIF INCORPOREL À INSCRIRE AU BILAN DES ENTREPRISES ET COLLECTIVITÉS, S'IL PERMET DE GÉNÉRER UNE SOURCE DE PROFIT PÉRENNE.

Quelles méthodes d'évaluation financière utiliser ?

En s'inspirant de la norme ISO 10668 sur l'évaluation monétaire des marques, la société Nameshield a développé un corpus scientifique solide, en finançant notamment la Thèse-Cifre de Monsieur Clément GENTY (2016-2019), portant sur la « Gouvernance de l'Internet et Économie Mondiale : Proposition d'un Modèle d'Évaluation de la Valeur d'un Nom de Domaine en tant qu'Actif Immateriel ».

C'est dans ce cadre que trois approches de valorisation monétaire des noms de domaine ont été étudiées :

- Une approche par les coûts historiques ;
- Une approche par le marché (sur la sémantique) ;
- Une approche par la perte (coût de remplacement).

L'approche par le marché a pour objectif de mesurer la valeur sémantique d'un nom de domaine par référence aux transactions monétaires passées. Pour ce faire, Nameshield a constitué une base de données de plus de 1,4 millions de transactions passées (nom de domaine, prix, année). Cette approche permet de donner une valeur de prix, par des comparables.

La force d'une méthode d'évaluation des noms de domaine, scientifique et pratique

Confortée par son travail régulier dans le rachat et/ou la vente de noms de domaine pour ses entreprises et collectivités clientes, la société Nameshield est en mesure de proposer une démarche d'évaluation monétaire d'un nom de domaine ou d'un portefeuille de noms de domaine, dans le cadre de la meilleure pratique scientifique actuelle.

— Jean-Manuel Gaget

L'innovation au service du capital immatériel dans le secteur de la peinture

Responsable de 5% des émissions de CO₂ en France, les entreprises de la chimie ne cessent de se réinventer pour proposer aux clients professionnels et particuliers des produits plus innovants et respectueux de l'environnement.

La mise sur le marché de ces produits s'inscrit dans une démarche de responsabilité de l'entreprise et améliore ainsi les différents actifs immatériels des entreprises : Savoir, Client, Naturel, Partenaires, Marques, etc.

En 2019, Goodwill-management a mis en avant les impacts immatériels de trois produits innovants de l'entreprise Théolaur Peintures.

1. Une peinture plus légère pour réduire la pénibilité et augmenter la productivité des applicateurs

Pour réduire la pénibilité des professionnels sur les chantiers, Théolaur Peintures a développé une peinture moins dense que l'eau. Si un seau de 15 Litres de peinture traditionnelle pèse 24 kg, le fût de ce produit pèse uniquement 13 kg, soit 11 kg en moins à porter. A charge égale, le rouleur est plus léger, ce qui réduit drastiquement le risque de troubles musculosquelettiques.

Des fûts moins lourds signifient aussi que les applicateurs sont moins exposés aux risques liés à la manutention manuelle. Les arrêts de travail sont ainsi moins fréquents, constituant un coût évité pour le professionnel ou l'artisan. De même, avec une peinture plus légère, les chantiers sont plus rapides, ce qui représente un gain en productivité pour l'applicateur.

2. Une peinture qui permet la diminution de la consommation énergétique du logement et lutte contre le réchauffement climatique

Théolaur Peintures propose aussi à ses clients une peinture qui assure l'amélioration du confort thermique à la fois en hiver et en été en conservant aussi bien la chaleur que la fraîcheur du logement. Concrètement, la peinture permet un gain en variation de température de 4°C, ce qui évite l'utilisation du chauffage et ou la climatisation.

Ainsi, la peinture réduit la consommation énergétique du logement et permet réaliser des économies conséquentes pour les résidents du logement, estimées à plus de 30% de la facture énergétique annuelle. Nous avons ici l'exemple concret que le développement durable et le retour sur investissement ne sont pas antinomiques !

3. Une peinture biosourcée pour une meilleure qualité de l'air intérieur et plus respectueuse de l'environnement

Théolaur Peintures met sur le marché des professionnels un produit d'avenir qui n'est pas dérivé de la chimie de pétrole. Ce produit innovant aussi sain pour l'habitat que pour l'environnement est la première peinture à base d'algues et de résine naturelle végétale biosourcée à 95%. La peinture brevetée à ce jour réduit les émissions de Composés Organiques Volatils (COV) inférieures à 1g par litre quand la norme est à 30g/l. Les algues n'arrêteront jamais de nous surprendre !

Cet article ne vise pas à mettre en valeur des produits de l'entreprise mais à encourager ses initiatives internes contribuant au développement durable. Aucun des produits décrits dans l'article n'est explicitement cité.

Pour tout renseignement, veuillez vous référer au site web de l'entreprise : Theolaur.com

— Wadie El Awad

REJOIGNEZ L'INSTITUT DE COMPTABILITÉ DE L'IMMATÉRIEL

En mars 2019 a eu lieu le lancement officiel de l'**Institut de la Comptabilité de l'Immatériel (ICI)** autour d'un groupe d'experts comptables, d'analyses financiers, de managers ou encore de chercheurs passionnés par la mesure et la valeur immatérielle.

Pour rejoindre les 250 membres de l'ICI, promouvoir la reconnaissance des actifs immatériels et télécharger les outils gratuits, il suffit de s'inscrire sur le site, institut-ici.com.

Connectez-vous sur le site internet et suivez l'ICI sur [LinkedIN](#) pour participer au prochain événement sur les fondements de la comptabilité : de l'Antiquité à la comptabilité des immatériels.



Les enjeux du congé parental en entreprise

Créateur d'emplois, de bien-être et d'égalité entre femmes et hommes, le congé parental est une opportunité pour développer le capital humain des entreprises.

La Norvège, moteur sur le sujet

15 semaines dédiées à la mère, 15 semaines dédiées au second parent, 19 semaines à se partager selon la volonté du couple, 100% du salaire couvert (jusqu'à 6000€ par mois) et une obligation de prendre ces congés en alterné (les deux partenaires ne peuvent pas les prendre en même temps), voilà ce à quoi ont droit les jeunes parents en Norvège.

La leader du Medef Norvégien, Kristina Jullum Hagen, souhaite même aller jusqu'à un quota de 20 semaines pour le père, constatant que les femmes prennent en général plus de semaines que leur partenaire.

Le congé paternité, facteur de performance économique

En effet, d'après le dernier rapport de l'OCDE, les congés paternité sont bénéfiques à l'économie et favorisent à la fois le PIB d'un pays et le taux d'emploi des femmes. Ils créent de la dynamique sur le marché de l'emploi en générant des emplois de 6 mois à 1 an qui jouent parfois le rôle de formation. En parallèle, l'Unicef rapporte que ce congé favorise une meilleure santé infantile, l'égalité entre les sexes et fait baisser le taux de dépression maternelle.

En somme, beaucoup de conséquences positives pour l'ensemble de la société qui sont, de plus, directement en lien avec les objectifs de développement de l'ONU.

La France à la traîne

Pourtant, actuellement en France le second parent ne peut cumuler au total que 14 jours de congés (contre 16 semaines pour la mère enceinte) en additionnant le congé naissance (3 jours) et le congé paternité (11 jours).

Sans être au niveau de la Norvège, les pays voisins de la France font généralement bien mieux : 8 semaines en Espagne et 16 en Croatie.

Le congé parental n'est pas non plus encouragé puisqu'il n'est pas rémunéré et l'aide reçue par la CAF est faible et exige des prérequis que beaucoup de

personnes ne remplissent pas.

En conséquence, cette option n'est accessible qu'aux populations les plus aisées et la plupart du temps, les hommes y sont plutôt réticents (12% modifient leur activité à la suite d'une naissance) car ils sont, la plupart du temps, la principale source de revenus dans les ménages.

Or, en favorisant le congé maternité plus que le congé paternité la France perpétue les inégalités en renforçant les stéréotypes de genre et notamment l'idée reçue qu'il revient aux femmes de s'occuper du foyer.

Alors que le lien entre long congé paternité et répartition plus égalitaire des tâches domestiques est de plus en plus établi, les françaises se retrouvent encore très souvent à faire des « doubles-journées ». Les conséquences sont évidemment néfastes pour leur carrière : leurs promotions et augmentations sont retardées par rapport à leurs homologues masculins.

L'égalité femmes-hommes, un enjeu en entreprise

Or aujourd'hui les entreprises font face à de plus en plus d'impatience sur les questions d'inégalités salariales et de représentativité des femmes aux postes clés. Il est donc essentiel qu'elles s'engagent à pallier ces inégalités quand l'Etat ne le fait pas, car au-delà des pénalisations financières, elles prennent le risque de ternir leur image publique avec toutes les conséquences que cela implique (baisse du recrutement et difficultés à fidéliser les salariés, fragilité des partenariats, boycott, baisse des revenus voire baisse de l'action en Bourse...).

Par ailleurs, ne voir cette question que d'un point de vue contraignant revient à rester dans une vision simpliste, réduisant la productivité de l'employé à son temps de travail. En réalité, permettre au deuxième parent de prendre un réel congé « paternel » permet d'alléger la période post-natale pour les femmes, d'influencer le fonctionnement des foyers dans un sens plus égalitaire, d'atteindre un meilleure équilibre vie

professionnelle – vie personnelle et par conséquent, d'accroître l'efficacité de ses salarié.es.

L'exemple de Kering

C'est la logique que l'entreprise de luxe Kering a suivie en se fixant pour 2020 d'étendre le congé paternité de l'ensemble de ses employé.e.s dans le monde au même niveau que le congé maternité soit à 14 semaines. Elle est même allée plus loin en rémunérant ces derniers à 100% tout au long de leur congé. Ces mesures sont plus favorables que la plupart des politiques de congés parentaux pour les hommes dans le monde et montre bien que les entreprises prennent doucement conscience des avantages qu'elles ont à favoriser un congé parental égalitaire et correctement rémunéré. Prendre soin de ses collaborateurs et collaboratrices, revient à prendre soin d'une partie importante de son capital immatériel et assurer ainsi le bon fonctionnement de son entreprise.

Cette politique constitue donc un investissement à long terme pour l'ensemble de la société. Elle bénéficie :

- aux femmes qui prennent moins à leur charge le fonctionnement du foyer ;
- aux seconds parents et particulièrement aux pères qui pourront consacrer plus de temps à leur famille ;
- aux enfants dont la santé et l'épanouissement s'amélioreront ;
- aux entreprises ;
- aux pays qui réduiront les inégalités entre les genres
- et enfin à l'économie.

À nouveau, la Norvège en est la preuve puisqu'elle réalise d'importantes économies sur son budget grâce à sa politique de congé parental qui lui permet de se désinvestir des crèches et des structures pour nouveaux nés qui coutent aujourd'hui à l'Etat français en moyenne 1700€ par mois et par enfant. Les résultats sont là et il ne reste qu'à s'en inspirer.